



## PREFET DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations  
Pôle de la Protection des Populations  
Service de la Protection de l'Environnement

Installation classée soumise  
à autorisation n° 4815  
**SAS BARTIN RECYCLING**

### ARRETE n° 2013-DDCSPP- 165 portant mise en demeure de la SAS BARTIN RECYCLING

Le Préfet du Cher,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, Livre V, Titre I relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 août 2007 autorisation l'exploitation d'une station de transit de Déchets Industriels Banals et assimilés et de déchets métalliques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2012 modifiant les conditions d'exploitation de la station de transit de déchets banals et assimilés et de déchets métalliques exploitée par la société RIC ENVIRONNEMENT à VIERZON ;

**Vu** le récépissé en date du 7 août 2013 par lequel Monsieur le Préfet du Cher prend acte du changement de dénomination sociale de la SAS RIC ENVIRONNEMENT devenue la SAS BARTIN RECYCLING ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 juillet 2013 ;

**Considérant** que l'établissement exploité par la SAS BARTIN RECYCLING sur la commune de Vierzon est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques de nuisances sont réglementés par arrêtés préfectoraux ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions applicables à son établissement, et notamment celles relatives à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 août 2007 ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

### ARRETE :

#### Article 1<sup>ER</sup> :

La société BARTIN RECYCLING dont le siège social est sis 5 rue Pleyel – 93200 SAINT-DENIS – est mise en demeure, pour son site qu'elle exploite ZI des Forges Route de Foécý à Vierzon, de se mettre en conformité avec les dispositions, explicitées ci-après, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2007 autorisant l'exploitation d'une station de transit de Déchets Industriels Banals et assimilés et de déchets métalliques, dans les délais indiqués :

- **Sous 8 jours**
  - Assurer une protection efficace du piézomètre n°3 ;
  - Identifier l'ensemble des zones ATEX de l'établissement (installations fixes et mobiles).
- **Sous 1 mois**
  - Disposer de moyens d'intervention (extincteurs et RIA) en nombre suffisant, en bon état et facilement accessibles ;
  - Disposer de réserve en émulseur compatible avec l'émulseur détenu par le centre de secours principal de Vierzon ;
  - S'assurer du respect des dispositions d'entreposage des déchets en termes de hauteur de stockage et d'apport mensuel maximum.
- **Sous 3 mois**
  - Assurer l'évacuation du stockage de 20m<sup>3</sup> de refus de tri (bouteilles de gaz) présents sur site depuis plus de 3 ans ;
  - Mettre en place les actions correctives permettant de respecter les valeurs limites d'émission autorisées dans les effluents aqueux de l'établissement.

#### **Article 2 :**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée **auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :**

• par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

• par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

#### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Vierzon.

Bourges, le 9 août 2013

**Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par délégation,  
Le Directeur départemental adjoint,**

**Signé**